



HAL
open science

L’Affaire Rosenberg et l’opinion publique alsacienne

Nicolas Monod

► **To cite this version:**

| Nicolas Monod. L’Affaire Rosenberg et l’opinion publique alsacienne. 2011. halshs-00817975

HAL Id: halshs-00817975

<https://shs.hal.science/halshs-00817975>

Preprint submitted on 25 Apr 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Réseau des Correspondants départementaux de l'IHTP

« La Guerre Froide vue d'en bas : 1947-1967 »

Thème IV : Actions collectives et ordre public

Sous la direction de :

- Philippe Buton, Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Reims,
- Olivier Büttner IR IHTP-CNRS
- Michel Hastings, Professeur de Science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille.

§§§§§§§§

L'Affaire Rosenberg et l'opinion publique alsacienne

Auteur : Monod Nicolas

Correspondant IHTP pour le Bas-Rhin



Archives Départementales du Bas-Rhin, 544 D 97

L'affaire Rosenberg reste un événement emblématique de la Guerre Froide. Elle l'est tant dans ses implications intérieures pour les Etats-Unis, empêtrés dans les soubresauts du maccarthysme que pour ses retombées internationales à travers notamment cette formidable campagne orchestrée par l'URSS et les communistes du monde entier, non mécontents de trouver à cette occasion leurs martyrs pour la « cause de la paix » et désireux de faire oublier leurs propres excès à l'Est.

Or, vue d'en bas, c'est-à-dire à l'échelle locale, en France, *a fortiori* dans une région plutôt rétive à l'influence communiste mais qui compte une importante communauté juive, l'affaire Rosenberg apparaît étonnamment lointaine et peu susceptible de mobiliser des foules. Si l'opinion publique en Alsace est, comme partout en France, bien sensibilisée à l'affaire par une presse loquace et des éditorialistes alertes, si elle s'émeut du sort réservé au couple en dépit de ses protestations d'innocence et s'indigne d'une justice inflexible et emprunte de préjugés, elle n'en demeure pas moins méfiante devant les initiatives engagées localement par le Parti communiste et ses associations affidées.

Outre la presse locale (les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, *l'Alsace*) et la presse militante (*L'Humanité d'Alsace – Lorraine* ; la *Presse Libre (SFIO)*, le *Nouvel Alsacien* (MRP), les archives consultées sont avant tout ceux émanant des rapports des Renseignements Généraux sur les activités du Parti communiste¹. Celui-ci en effet se mobilise en faveur des époux et mène une campagne active, notamment vers l'électorat juif et socialiste.

L'affaire Rosenberg lui donne en effet l'occasion de stigmatiser la justice américaine et, partant, d'apparaître comme le principal champion des libertés et du droit! Etrange paradoxe pour un Parti qui, quelques mois plus tôt, appuyait sans réserve les procès de Prague et la campagne des blouses blanches à Moscou! Habile, il laisse, en Alsace comme ailleurs, l'initiative de la campagne au « comité de défense des Rosenberg » qui se veut ouvert à toutes les sensibilités mais dont il fournit indéniablement les principaux cadres.

Las, la campagne tardive qu'il mène, tant dans les semaines qui précèdent l'exécution des époux Rosenberg que dans les jours qui suivent, reste peu efficace et révèle, *in fine*, son isolement. Elle se heurte en effet au scepticisme d'une opinion publique rétive à toute velléité de récupération politique et d'instrumentalisation.

Il est donc important de s'interroger avant tout sur les vecteurs d'information de l'opinion publique ainsi que sur les acteurs locaux de la campagne menée en faveur des Rosenberg avant de mesurer son impact, nécessairement nuancé, dans l'opinion publique alsacienne.

I. Une campagne tardive et brève, essentiellement menée par le Parti communiste

Comme dans de nombreuses régions, le Parti communiste prend la tête d'une campagne qui se veut active mais qui en réalité s'avère avant tout tardive et au final peu efficace. Cependant, c'est avant tout par la presse que l'opinion publique est sensibilisée à l'affaire.

¹ AD. Bas-Rhin, 544 D 97

1. Principal vecteur d'information et d'opinion, la presse alsacienne

Le cas des Rosenberg est véritablement devenu une affaire mondiale dans les semaines qui ont précédé leur exécution, au moment où la campagne de mobilisation déclenchée et animée essentiellement par les Communistes a atteint son apogée. Sa phase finale intervient donc dans un contexte à la fois chargé et tendu, marqué notamment par la trêve en Corée, le soulèvement soudain de Berlin-Est, tandis qu'en France, les vicissitudes de la politique intérieure (les votes d'investiture à l'Assemblée qui n'en finissent pas en ce mois de juin 53) ou coloniale (la guerre d'Indochine) occupent le devant de la scène. Autant dire que les événements tant internationaux que nationaux se bousculent et accaparent successivement la une des journaux. L'Affaire Rosenberg apparaît donc « noyée » dans cette actualité féconde sans véritablement s'imposer comme le principal sujet à l'exception des dernières journées précédant l'exécution.

D'autre part, son traitement est très inégal selon l'orientation politique du journal. Si les quotidiens régionaux se contentent le plus souvent d'informations factuelles sur l'affaire, la presse militante, qui, par définition, a une audience moins large mais plus mobilisée, est plus prolifique. Il n'est pas étonnant de constater que *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* se distingue de façon significative des autres journaux par la place prépondérante qu'elle accorde à ce sujet. Nous y reviendrons.

A partir du mois de juin toutefois, les occurrences sur l'affaire se multiplient dans toute la presse, le plus souvent en première page. Il est vrai que la date d'exécution est alors fixée par le juge (ce qui entraîne la multiplication des procédures d'appel de dernier recours) et que, partant, la campagne internationale en faveur du couple s'intensifie (interventions publiques d'éminentes personnalités issues du monde religieux, philosophiques, politiques, mobilisation des intellectuels de gauche ou de droite...). Du coup, si l'activité du comité alsacien pour la défense des Rosenberg reste peu évoquée, la plupart des éditorialistes prennent alors clairement position en faveur de la grâce des condamnés, avançant des arguments juridiques (il existe encore de sérieux doutes sur la culpabilité des Rosenberg, ce qui justifie au minimum un sursis d'exécution), des arguments moraux (les Etats-Unis, phares de la conscience universelle, dont la démocratie est un modèle, ne peuvent céder à la tentation d'une justice rendue au nom de la raison d'Etat) et des arguments politiques (les communistes ne risquent-ils pas de sortir renforcés de toute cette affaire ?).

La presse communiste mise à part, c'est l'organe de la SFIO locale, la *Presse libre*, qui lance le premier, le 6 juin, sous la plume de son éditorialiste Jean Lechantre, un appel à la clémence : « *N'exécutez pas les Rosenberg ! On n'a pas établi la preuve absolue de la culpabilité d'Ethel et de Julius Rosenberg (...). La démocratie américaine n'a pas le droit de ressembler, même de loin, à ces régimes totalitaires que les bolcheviks ont installé au-delà du rideau de fer, et où les procès sont d'odieuses simulacres. Et ceux qui se sont toujours élevés contre les assassinats judiciaires perpétrés au nom de la raison d'Etat ont le devoir de crier au gouvernement des Etats-Unis : « N'exécutez pas les Rosenberg ! »*².

Le ton est donné. Exécuter les Rosenberg au nom de la raison d'Etat, c'est adopter les

² Jean Lechantre, *La Presse Libre*, 6 juin 1953

méthodes des régimes totalitaires de l'Est. C'est donc renier les valeurs de liberté, de justice et du droit qui sont celles du Monde Libre. Des arguments similaires sont repris par les éditorialistes des autres journaux. Thierry Maulnier, qui à la une du principal quotidien alsacien, réclame à son tour dans son éditorial intitulé « *Toujours les Rosenberg* » un nouveau sursis pour les époux, arguant de la rétractation du témoin à charge principal (Greenglass) : « *Il y a un effrayant paradoxe à procéder à l'exécution des Rosenberg sans nouveau délai, pour la raison que la procédure est épuisée, précisément à l'instant où apparaît le fait nouveau susceptible de créer le doute* ». Son argumentation devient alors plus politique : « *Je sais bien que le gouvernement américain ne veut pas paraître céder à la vaste campagne d'intimidation menée en faveur des accusés par les communistes du monde entier. Oui, si les Rosenberg sont graciés, les partis communistes du monde entier s'empresseront de crier victoire. Mais si après l'exécution apparaissait par hasard les preuves de l'innocence, les clameurs des partis communistes du monde entier ne seraient-elles pas plus triomphales? Je pose seulement la question* »³.

Deux jours plus tard, le 14 juin, c'est *l'Alsace*, le quotidien mulhousien, qui consacre à son tour à l'affaire un éditorial signé par Henri Hausherr. Celui-ci en appelle à son tour à la grâce des accusés. « *Ce n'est pas parce que les communistes ont accaparé l'affaire Rosenberg pour leur propagande antiaméricaine – avec une violence outrancière qui va, d'ailleurs, à l'encontre du but recherché, qu'il faut feindre d'ignorer ce douloureux drame qui est bien de notre temps (...). Pour sûr, le président des Etats-Unis s'honorerait grandement s'il donnait cet apaisement à la conscience universelle* »⁴.

On le perçoit bien, la campagne menée par les communistes accapare en fait toute l'attention des éditorialistes. Pour la plupart d'entre eux, par son outrage et son manque d'objectivité, elle dessert d'ailleurs la cause des Rosenberg. En Alsace, cette campagne ne prend toutefois véritablement de l'ampleur qu'en ce début du mois de juin. Elle a donc été assez tardive.

2. Des moyens d'action variés mais qui restent limités

L'Humanité d'Alsace et de Lorraine, qui paraît en langue allemande est naturellement à la pointe du combat. Le journal régional évoque l'affaire de façon récurrente dès la fin du mois de mai 1953 et ce, jusqu'au début du mois de juillet. Il se fait donc à la fois le vecteur principal et l'écho de la campagne menée par le Parti tant sur le plan international que sur le plan local pour sensibiliser avant tout ses militants (le gros de son lectorat) à la cause des Rosenberg.

Le 28 mai, le quotidien informe en une ses lecteurs du rejet par la Cour Suprême de la demande de révision du procès et le 30 mai de la date d'exécution fixée par le juge au 18 juin suivant. Mais le journal ne se contente pas d'informations factuelles. Dès ce jour-là, il appelle ses lecteurs à se mobiliser pour « *empêcher le crime* ». La campagne de *L'Humanité d'Alsace Lorraine* est lancée ! A partir de ce jour, tous les numéros consacrent une partie de leurs unes

³ Thierry Maulnier, *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 12 juin 1953

⁴ Henri Hausherr, *L'Alsace*, 14 juin 1953

à l’Affaire, insistant sur l’importance d’une campagne mondiale de protestation pour sauver Ethel et Julius Rosenberg de la chaise électrique. Un compte à rebours « *plus que quinze jours avant l’exécution prévue... plus que huit jours... !* » égrène la première page et accentue la dramatisation de l’enjeu.

Le ton employé est conforme au lexique habituel de la guerre froide : la justice américaine est diabolisée ; le président Eisenhower est qualifié « *d’assassin* » qui « *veut la mort des Rosenberg* » tandis que plusieurs articles évoquent la « *Gestapo américaine* » qui s’acharne sur un couple qui ne cesse de clamer son innocence. Beaucoup de ces articles sont illustrés de photographies du couple, de leurs avocats, de leurs enfants (« *bientôt orphelins* ») ou des rassemblements en leur faveur, aux Etats-Unis ou en Europe.

Dans les pages intérieures, le journal tient ses lecteurs informés des initiatives locales prises par les militants. Elles revêtent plusieurs aspects : lettres de protestation envoyées à l’ambassade américaine à Paris ou au consulat à Strasbourg, motions signées... Ainsi dans la séance du conseil municipal de Colmar du 13 juin 1953⁵, un élu communiste propose que le conseil s’associe à la « *protestation venant des milieux les plus divers contre la condamnation des époux Rosenberg* ». Trois élus socialistes acceptent de signer à titre personnel la protestation.

Le 14 juin, le quotidien communiste publie une photographie des deux fils des Rosenberg avec pour légende : « *Jeudi, les parents de ces deux enfants seront assassinés* ». Les lecteurs sont invités à envoyer « *immédiatement (leur) protestation à l’ambassade américaine à Paris ou au président des Etats-Unis* »⁶.

Bien évidemment les moyens d’action restent limités, en dépit de la multiplication des petits papillons de couleur à l’effigie du couple, illustrés de la phrase « *Ethel et Julius Rosenberg, unissons-nous pour les sauver* » qui sont distribués aux militants à des fins d’une diffusion élargie⁷. Des slogans anti-américains sont bien peints nuitamment sur les murs du nouveau consulat américain, avenue d’Alsace à Strasbourg⁸. Le principal acteur dans la campagne n’est pas officiellement le parti en tant que tel mais le comité qui s’est constitué pour la *Défense des époux Rosenberg*, dont le président en Alsace, Rémy Rontchewsky, professeur de philosophie au lycée Kléber, est un militant communiste, membre du Mouvement pour la Paix.

C’est à son initiative qu’est organisé le jeudi 11 juin 1953 un meeting de protestation, à la salle de l’Aubette de Strasbourg. La veille, une note des RG précise qu’ « *une active propagande (a été) menée dans les cellules pour que la réunion de protestation soit couronnée de succès* »⁹. Craignait-on une salle à moitié vide ? Des tracts, destinés aux « *hommes et femmes de cœur* » sont en effet imprimés puis distribués dans les entreprises et à l’université¹⁰.

⁵ Information relevée dans *l’Alsace* du 14 juin 1953

⁶ *L’Humanité d’Alsace-Lorraine*, 14 juin 1953

⁷ AD Bas-Rhin, op.cit.

⁸ Le journal « *l’Alsace* » du 14 juin 1953 s’interroge sur l’efficacité d’une telle initiative : « *Bien des passants ont dû se demander si ces graffitis étaient de nature à favoriser la campagne entreprise pour sauver les époux espions ou si au contraire, ils risquaient davantage de nuire à celle-ci* » ! Remarquons l’expression « *époux espions* » qui reconnaît implicitement la culpabilité des condamnés par le journal.

⁹ AD Bas-Rhin, op.cit.

¹⁰ Ibid.

En fait, plus d'un demi-millier de personnes, ce qui est notable, assistent à la réunion en présence du seul député communiste du Bas-Rhin, Marcel Rosenblatt. L'assistance est composée essentiellement, mais non exclusivement, de militants communistes. On compte aussi de nombreux membres de la communauté israélite.

Les six orateurs qui se succèdent reviennent à tour de rôle sur « *l'iniquité de la justice américaine* » qui s'acharne à faire avouer aux Rosenberg « *des crimes qu'ils n'ont pas commis* ». Mais que faire sinon tenter de sauver les Rosenberg par « *l'appel à la conscience des masses* » ? Le mot d'ordre donné est alors « *'d'inonder' le Consulat américain de Strasbourg de listes de pétition et de 'l'envahir' de délégations* »¹¹. En réalité, les jeunes communistes font déjà depuis plusieurs jours, circuler des listes de pétitions dans les entreprises et services tandis qu'une délégation de cheminots de la CGT s'est déjà présentée au consulat américain pour demander la grâce et la révision du procès.

Une collecte de fonds est organisée et quelques jours après, un appel à la grève est même lancé par l'Humanité. Moyens d'action certes classiques mais inadaptés au cas Rosenberg !

3. Une opération avant tout de communication

L'efficacité de la campagne en faveur des Rosenberg ne peut s'accroître que si elle dépasse le cadre des simples militants dévoués du Parti communiste. En effet si celui-ci parvient à mobiliser sans trop de peine ses soutiens les plus actifs, il se doit aussi d'élargir son audience auprès des classes populaires sans doute moins sensibles et moins promptes à se mobiliser pour une cause, certes noble, mais qui apparaît éloignée des soucis du quotidien ! C'est ce qui explique le travail de propagande des militants cégétistes dans leurs entreprises respectives, noté dans le rapport des Renseignements Généraux.

D'autre part, il s'agit également de toucher un public non communiste, ému par le sort des Rosenberg mais méfiante à l'égard de toute instrumentalisation politique. Voilà pourquoi, si le Parti mobilise ses cadres et ses militants pour produire et diffuser tracts et pétitions, il laisse le Comité pour la Défense des Rosenberg en première ligne. C'est ce dernier qui signe les tracts et organise les réunions publiques. Or ce Comité est en réalité une émanation du Parti puisque son président local, Rontchewsky, en est membre. Il est d'ailleurs intéressant de se pencher sur la qualité des orateurs de la réunion publique de la soirée du 11 juin. Sur les six personnalités qui prennent la parole ce soir-là, seul Robert Weill est un militant de la SFIO. Les autres sont soit militants, soit sympathisants du Parti, comme Jacques Eisenberg, le dirigeant strasbourgeois du MRAP. On trouve également le secrétaire adjoint de l'UD de la CGT, M. Jacques Martin. Tous les cadres du Comité de Défense exercent des professions intellectuelles (enseignement, droit...). La présence d'un unique représentant de la SFIO montre à la fois l'intérêt porté à la cause des Rosenberg par la gauche modérée mais en même temps son embarras de se trouver dans une campagne dont les communistes ont pris la tête¹².

L'intervention de Robert Weil est bien évidemment suivie avec attention par la salle. L'orateur socialiste s'associe sans ambages, au nom de son parti, à la manifestation de soutien. Toutefois, il s'en démarque dans l'attitude à l'égard des Etats-Unis, qu'il ne

¹¹ Ibid.

¹² Malheureusement, il n'a pas été trouvé de trace de l'affaire Rosenberg dans les archives concernant la SFIO aux archives départementales du Bas-Rhin.

considère pas comme un adversaire. L'agent des Renseignements Généraux note ainsi dans son rapport : « [Robert Weill] a exprimé ses doutes sur la culpabilité des Rosenberg mais il a ajouté aussitôt qu'il conservait pleine confiance que les Rosenberg se seront pas exécutés. « La grande démocratie qu'est l'Amérique n'exécutera pas les Rosenberg ! ». Cette remarque a provoqué des remous dans la salle, remous qui cependant n'ont pas su prendre de l'ampleur, l'orateur étant aussitôt passé à un autre sujet qui ne pouvait guère froisser la susceptibilité de la salle »¹³.

Cette dernière est avant tout constituée de militants ou tout du moins de sympathisants communistes. La présence de nombreux membres de la communauté israélite, sympathisants ou non du Parti, est également attestée. En revanche, aucun ministre du culte israélite, protestant ou catholique n'est présent. Si la cause des Rosenberg n'est pas l'apanage exclusif des communistes, le vernis de neutralité politique du « Comité de Défense des Rosenberg » est trop fin pour susciter l'adhésion officielle de notabilités religieuses ou de personnalités neutres, voire anticommunistes. L'agent des Renseignements Généraux précise dans son rapport : *A noter qu'avant le vote de la motion, portant « 500 personnes réunies », Boosz (conseiller municipal communiste de Strasbourg, NDLR), mêlé à la foule, est intervenu et a fait remarquer que la salle avait 618 places et qu'il fallait donc modifier en « 600 personnes réunies », ce qui fut fait. En outre, Zipfel Frédéric, militant du PC, a fait ajouter la mention « de toutes opinions »*¹⁴. Ces derniers termes montrent ainsi toute l'ambiguïté de la réunion. Un seul orateur non communiste ; une assistance constituée très majoritairement de sympathisants du PC mais une volonté de se démarquer du Parti et de représenter une opinion publique plurielle.

Une question se pose alors : à quelques jours de la date programmée de l'exécution, toutes ces personnes rassemblées, ce soir-là, considéraient-elles vraiment que leur mobilisation pouvait être couronnée de succès ? Il est évident que nul n'était dupe de l'efficacité forcément dérisoire d'une telle campagne à l'échelle locale, qui ne pouvait que s'inscrire dans un mouvement beaucoup plus vaste, de nature internationale, pour faire pression sur les autorités américaines. Il est tout aussi évident de préciser qu'à cette échelle, ce qui comptait, c'était avant tout réussir une opération de communication à destination de l'opinion publique alsacienne (relayée toutefois inégalement par la presse régionale). Cette campagne de défense servait les intérêts locaux du Parti et de ses organisations affiliées, qui avaient pris faits et causes pour un couple au courage exemplaire et qui ne cessait de clamer son innocence, ce qui, de ce côté-ci de l'Atlantique, forçait l'admiration. Le Parti pouvait ainsi escompter renforcer son image, autrement dit bénéficier de l'Affaire Rosenberg quelque puisse être le sort de ces derniers (ce que n'avaient d'ailleurs pas manqué de souligner différents éditorialistes alsaciens).

II. Une opinion publique alsacienne qui reste toutefois rétive à toute récupération politique

¹³ AD Bas-Rhin, op.cit.

¹⁴ Ibid. Mis en gras par nos soins.

1. Des éditorialistes peu dupes de l'instrumentalisation de l'Affaire Rosenberg par les communistes

Comment réagit donc cette opinion publique, en partie travaillée par la presse et la campagne menée par le comité de défense des Rosenberg ? On a vu, qu'outre les informations factuelles, la presse alsacienne se fait l'écho de ses inquiétudes qu'*in fine* toute cette affaire ne contribue avant tout à ternir l'image des Etats-Unis en Alsace et, partant, à redorer celle du Parti communiste dans la région, quelque peu altérée à la suite du Procès de Bordeaux en janvier 1953. Or, la plupart des éditorialistes régionaux qui consacrent leurs papiers à l'affaire incitent également leurs lecteurs à se méfier de la campagne du Comité de Défense des Rosenberg, et des communistes. Ainsi, si cette inquiétude existe, y compris au sein des autorités, elle est aussi à relativiser.

Le plus virulent de ces éditorialistes, est sans aucun doute Alphonse Irjud qui fait partie de la rédaction du *Nouvel Alsacien*, un quotidien proche du MRP, le premier parti alsacien. Tout en appelant à la grâce des époux Rosenberg, au nom des valeurs occidentales et parce qu'il existe des doutes réels sur leur culpabilité, il dénie aux communistes et à leurs compagnons de route toute légitimité à faire campagne. « *[les communistes] n'ont **aucun droit de protester***¹⁵. *Nous croyons que la peine capitale infligée au couple Rosenberg est une injustice. Mais ceux qui ont applaudi à la pendaison de Slansky, de Clementis et des 10 autres condamnés de Prague, jugement qui soulève tant de honte, **qu'ils se taisent***¹⁶ ! *Et quand les médecins de Moscou ont été arrêtés et accusés de graves crimes, nos communistes et nos « intellectuels » ont hurlé « les blouses blanches, assassins ! ». Ils les ont traîné dans la boue et ont exigé leur châtement. Or ces derniers étaient complètement innocents ! (...). Pour ces gens, le sens de la justice et le respect de la personne humaine ne semblent être valables que de ce côté-ci du rideau de fer. Les crimes les plus terribles, fondés sur les accusations les plus fantaisistes, peuvent être commis dans le monde soviétique ; s'ils interviennent, c'est uniquement pour réclamer un châtement exemplaire et féliciter le bourreau ! »*¹⁷. De son côté, Jean Lechantre, dans « *La Presse Libre* », avait lui aussi évoqué les « *simulacres de procès* » dont le bloc soviétique était coutumier¹⁸.

L'allusion explicite aux procès de Prague et au complot des Blouses Blanches est implacable et on s'étonne presque qu'elle n'ait pas été davantage utilisée par d'autres éditorialistes. En effet, elle renvoie le Parti communiste à ses propres contradictions et ses militants, ainsi que ceux du Comité, à leurs propres embarras. Cela leur interdit, en outre, d'avoir recours à l'argument, du reste infondé, d'une justice américaine qui serait antisémite (mais il est vrai aussi que le Comité s'est abstenu d'y avoir recours alors que d'aucuns aurait pu être tenté de l'utiliser pour mobiliser la communauté juive alsacienne).

En rappelant aux Communistes français leur soutien aveugle et leurs applaudissements aux procès politiques de Prague et à l'arrestation des médecins moscovites, les éditorialistes alsaciens entendent porter l'attention sur l'incohérence de leur campagne en faveur des Rosenberg. Ils établissent en quelque sorte une distinction entre la campagne *politique* menée par les Communistes, à leurs yeux illégitime (il ne s'agit que d'une simple gesticulation pour

¹⁵ Mis en gras par nos soins

¹⁶ Mis en gras par nos soins

¹⁷ Alphonse Irjud, *Le Nouvel Alsacien*, 14 juin 1953

¹⁸ Jean Lechantre, *La Presse Libre*, 12 juin 1953

stigmatiser leur grand adversaire en saisissant cette occasion inopinée et en l'instrumentalisant pour faire oublier les propres travers du bloc soviétique) et la campagne *humanitaire* menée à travers le monde par d'éminentes personnalités religieuses, diplomatiques, issues du monde du spectacle ou de l'enseignement, à leurs yeux, nécessaire en raison des doutes sérieux sur la culpabilité des condamnés. Ce faisant, ils privent le Comité de Défense des Rosenberg du statut d'objectivité dont il se prévalait et entendent en même temps ramener toute cette affaire à des proportions plus modestes, en somme à un simple aléa de la politique intérieure américaine, certes dommageable pour l'image de ce grand pays de la démocratie, mais sans irréversibilité.

Il est intéressant de noter que ces arguments ne sont pas l'exclusivité de la presse. Ainsi, dans ses pages locales, le journal l'Alsace qui rapporte le 14 juin 1953, le compte rendu du Conseil Municipal de Colmar qui s'est tenu la veille et durant lequel, nous l'avons vu, un élu communiste proposait une protestation du Conseil contre la condamnation des époux Rosenberg, note : « *une discussion s'en suit où il est question du complot des médecins¹⁹, de l'exécution d'espions américains en URSS...* ». Le Conseil refuse alors de signer en tant que corps constitué, une telle protestation même si quelques élus, à titre personnel, s'y associent²⁰.

En réalité, l'opinion publique en Alsace est partagée. Si elle condamne la justice américaine qui, en exécutant les Rosenberg, cèderait à la tentation de la Raison d'Etat au détriment des principes de dignité humaine, elle rejette tout autant les manœuvres communistes pour la discréditer et la stigmatiser. Une partie d'entre elle, il ne faut pas l'oublier, se désintéresse de l'affaire.

2. Une partie de l'opinion reste indifférente

Le 17 juin, la veille du jour fixé de l'exécution des époux Rosenberg, l'Humanité d'Alsace-Lorraine titre « *aujourd'hui, tous en mouvement pour les Rosenberg* » et publie, outre la liste de quelques personnalités demandant la grâce des condamnés, l'appel national de la CGT à un arrêt de travail.

« ... Pas une seule minute ne doit être perdue pour exiger du président Eisenhower que le crime odieux qui se prépare soit évité ! Travailleurs de toute croyance, de toute profession, de toute catégorie, ce mercredi 17 juin, arrêtez vos machines, posez quelques instants vos outils, assemblez-vous pour manifester votre volonté de sauver des innocents ! Envoyez des pétitions, des télégrammes, des résolutions, des délégations importantes au consulat américain le plus proche ainsi qu'aux autorités américaines civiles et militaires ! Les travailleurs de France sont tous unis pour arracher de la mort les Rosenberg ! »

Pour la première fois dans cette affaire, en plus des moyens classiques (les pétitions, les délégations) la CGT lance explicitement un mot d'ordre de grève en direction de ouvriers et des employés dans l'espoir de les mobiliser pour empêcher ou tout de moins retarder l'imminence de l'exécution.

L'appel est national. Quelle est sa résonance locale ?

¹⁹ Mis en gras par nos soins

²⁰ *L'Alsace*, 14 juin 1953

²¹ *L'Humanité d'Alsace-Lorraine*, 17 juin 1953

Une note des RG en date du 18 juin 1953 est particulièrement précieuse quant à l'état d'une partie de l'opinion publique. Elle concerne la ville de Haguenau, dans le Nord de l'Alsace. Son rédacteur informe ses supérieurs de l'échec de l'appel à la grève. « *Aucun mouvement n'a été signalé dans l'arrondissement de Haguenau. Aucun arrêt de travail, ni tract ne sont à relever* »²². Ainsi, dès que l'on s'éloigne de la capitale alsacienne, dans une ville de second rang, de tradition ouvrière mais non étudiante, les passions sont quelque peu timorées. En effet, le rédacteur poursuit : « *A ce sujet, il convient de mentionner qu'en général, le public n'est pas très au courant des griefs reprochés aux époux Rosenberg. Bien que leur cas défraye actuellement les organes de presse, la population n'y semble guère attacher d'importance et s'étonne même du tapage fait dans les journaux* »²³. Cette remarque est intéressante. Elle montre qu'une grande partie de l'opinion ne se sent directement concernée ni par l'affaire proprement dite, ni par la campagne menée activement dans les grandes villes par le Comité de Défense d'autant que la complexité de la procédure judiciaire américaine brouille encore davantage la compréhension de l'affaire par l'opinion. Tout cela apparaît donc éloigné des soucis de l'heure, ce qui traduit l'inefficacité d'une campagne qui n'a pas su toucher un public plus large que le cercle étroit de personnes éclairées et prompts à se mobiliser.

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant de constater l'échec de l'appel à la grève. Le cas Rosenberg n'a en effet pas été considéré, dans le Bas-Rhin tout du moins, comme un motif légitime de mobilisation sociale dans la mesure où les intérêts des travailleurs ne risquaient guère d'être lésés. Si une partie des cadres syndicalistes ont relayé sur le terrain les mots d'ordre, ils se sont sans doute heurtés à une certaine inertie à moins qu'eux –mêmes, constatant l'indifférence du plus grand nombre, n'aient pas fait preuve de beaucoup de zèle pour convaincre leurs camarades de la nécessité de débrayer. Le plus intéressant, c'est que cette frange de l'opinion publique, dont l'affaire semble étrangère aux préoccupations premières, constitue en réalité le « cœur de cible » de l'électorat communiste. Il s'agit avant tout de la classe ouvrière. Or, en dépit de la propagande intense dont elle est la destinataire par la presse militante et par les tracts, elle n'a pas jugé utile, dans la plupart des villes alsaciennes, de suivre le mot d'ordre de grève (exception faite néanmoins des ateliers de Bischheim, fief des cheminots, traditionnellement plus mobilisés). Cela montre aussi le décalage qui existe entre la grande Histoire (le cas Rosenberg qui a fait couler à l'échelle mondiale tant d'encre et qui a suscité une mobilisation internationale sans précédent quoique vaine, retient l'attention des historiens de la guerre froide) et son impact réel au plus proche auprès de populations qui traditionnellement se trouvaient à la pointe des conflits sociaux et politiques. Il serait aussi intéressant de comparer le cas alsacien de faible mobilisation des travailleurs avec d'autres régions.

Si une partie de l'opinion publique se montre indifférente à l'affaire Rosenberg, une autre partie, sensibilisée par la presse de toute tendance, refuse pour autant de se faire manipuler.

3. ... tandis qu'une autre, sensibilisée, reste divisée ou méfiante

²² AD Bas-Rhin, op.cit.

²³ Ibidem

Il existe une note des RG, en date du 17 juin qui fait le point sur l'état de l'opinion publique concernant l'Affaire. L'intérêt principal de ce document est de montrer les divisions subtiles de ce public éclairé (c'est-à-dire sensibilisé) face à toute cette affaire. En effet, si celui-ci apparaît unanimement hostile à l'exécution imminente des époux Rosenberg, il se divise quant à l'interprétation politique qu'il entend donner à l'événement.

« A part les communistes et leurs sympathisants, ainsi qu'une forte majorité des militants israélites pour lesquels l'exécution des Rosenberg constituerait un crime politique caractérisé, le public bas-rhinois n'émet pas une opinion aussi catégorique et absolue. En se basant sur les faits tels qu'il les connaît par la presse, il se montre très sensible au doute qui semble planer sur ce procès et penche naturellement en faveur d'une mesure de sursis ou de grâce, en attendant la révision. L'exécution d'une sentence capitale sur des 'innocents possibles' heurte le sentiment d'équité et d'humanité de l'ensemble de la population bas-rhinoise »²⁴.

On note d'emblée la convergence des points de vue entre militants et sympathisants communistes d'une part et militants israélites d'autre part sans toutefois que pour ces derniers la note ne précise de qui véritablement il s'agisse. Sont-ce des militants israélites, sympathisants communistes ou proches de la gauche ? Malheureusement, il n'a pas été trouvé aux archives départementales des documents pouvant éclairer les positions de la communauté juive alsacienne par rapport au cas Rosenberg. Il n'est pas évident que cette partie de la population n'ait *forcément* considéré que l'Affaire Rosenberg ait été de nature antisémite.

En tout cas, seule une petite partie de l'opinion, par ailleurs très politisée, entend stigmatiser l'attitude des Etats-Unis. Il s'agit de ceux qui ont pu être sensibles à la campagne du Comité de Défense des Epoux Rosenberg. Le plus grand nombre en réalité rejoint le point de vue des éditorialistes (non communistes) alsaciens. Sans s'en prendre directement à la politique des Etats-Unis, ils déplorent le risque d'une terrible erreur judiciaire.

Du coup, ils considèrent comme indécente la campagne menée par le Parti. Le fonctionnaire des RG poursuit en effet : *« on fait remarquer que [le Parti] est vraiment mal venu pour faire appel aux sentiments d'humanité et de justice, lui qui applaudit les aveux spontanés et les parodies judiciaires de l'URSS et des démocraties populaires ; lui qui, après la Libération, n'a pas eu de scrupules pour procéder à l'exécution sommaire de citoyens français pour la seule raison d'anticommunisme. Enfin cette campagne du PC en faveur des Rosenberg est considérée par l'immense majorité de la population bas-rhinoise comme un des multiples aspects de la lutte du bolchevisme contre l'Amérique (...)»*. ***Le sort des Rosenberg, dit-on, importe peu aux communistes mais c'est son exploitation politique qui les intéresse***²⁵.

L'opinion publique est donc rétive à toute manipulation politique, considérant que le Parti communiste n'est pas autorisé, de par son attitude et ses positions dans le passé, à donner des leçons et qu'il ne cherche en réalité qu'à instrumentaliser l'affaire pour servir ses intérêts. L'allusion à l'épuration est révélatrice d'une Alsace mal remise des tensions de l'après-guerre et du malaise lié au cas des Incorporés de Force dans la Wehrmacht. Nous y reviendrons. Si cette considération n'est pas essentielle, elle est néanmoins à mentionner car, en ce début d'été 1953, les sensibilités restent à fleur de peau dans la région.

²⁴ Ibid

²⁵ Ibid. Mis en gras par nos soins

Le plus intéressant est cependant la réserve d'une grande partie de l'opinion face aux interventions des personnalités ecclésiastiques, politiques et culturelles en faveur des Rosenberg. Ainsi, le fonctionnaire des RG poursuit son rapport : « *On regrette ici l'aspect spectaculaire qu'elles revêtent. On estime qu'elles constituent d'une part des ingérences indiscreètes et indélicates dans les affaires d'un Etat étranger et que d'autre part elles eussent certainement été plus efficaces ou du moins eussent trouvé un accueil plus favorable auprès des autorités américaines si elles n'avaient pas comporté le caractère de publicité provocante* ». ²⁶ Ainsi, ce qui gêne, ce n'est pas tant les interventions en tant que telles des éminentes personnalités (même si d'aucuns déplorent l'inévitable ingérence qu'elles constituent dans les affaires internes d'un Etat souverain) mais leur côté publicitaire ! En effet, beaucoup considèrent qu'en agissant ainsi, ces personnalités, non seulement privent leur démarche de toute efficacité, mais font surtout le jeu des communistes.

Enfin, il convient de mentionner - car ce sentiment a aussi existé - que certaines personnes, issues notamment des « *milieux chrétiens* », ont regretté les « *deux poids et deux mesures* ». Ainsi, « *il est donné d'entendre des remarques dans le genre de celles-ci : on est opposé à l'exécution des Rosenberg (...) mais on n'a, dit-on, jamais mobilisé l'opinion française et européenne quand il s'est agi de prendre la défense des chrétiens de derrière le rideau de fer (...). La presse et les moyens de propagande ont-ils été mis en œuvre avec une telle puissance lorsqu'il s'est agi de victimes autres qu'israélites ? La réponse est alors inférieure et l'on conclut que l'équité devrait être la même pour tous et que la conscience et l'opinion publique mondiale devraient être mobilisées au même titre en faveur des collectivités d'autres confessions, victimes des persécutions dans les pays communistes* ». ²⁷ L'argument d'une surévaluation de la réaction mondiale en raison de la qualité juive des époux Rosenberg ne peut surprendre dès lors que persistait, en Alsace comme ailleurs, dans une partie de l'opinion publique, issue ou non des milieux chrétiens, un fond antisémite plus ou moins latent. D'aucuns étaient alors prompts à voir derrière la formidable mobilisation en faveur des Rosenberg, de nature communiste ou non, on ne sait quel lobby juif mondial.

Ainsi en Alsace, la prégnance de l'anticommunisme a été plus forte que le souci de sauver de la chaise électrique deux personnes, fussent-elles innocentes. C'est ce qui explique vraisemblablement la faiblesse de la mobilisation de l'opinion publique en faveur du couple Rosenberg dans le Bas-Rhin.

III. L'Affaire Rosenberg, un révélateur de l'isolement du Parti communiste en Alsace

1. Après l'exécution, une réaction finalement mesurée de la population

Après un ultime sursis de 24 heures, les époux Rosenberg sont exécutés le vendredi 19 juin 1953, ce qui suscite l'indignation d'une grande partie de l'opinion publique mondiale. En Alsace, toute la presse régionale se fait alors l'écho de l'événement, racontant en détail les heures tragiques qui ont précédé l'exécution, le rejet par la Cour Suprême de l'ultime recours, le refus du président Eisenhower d'accorder la moindre grâce, les dernières paroles

²⁶ Ibid.

²⁷ Ibid.

des condamnés et leur dignité au moment de mourir (le « *jour même de l'anniversaire de leur mariage* », ne manque-t-on pas de rappeler). Les jours qui suivent sont l'occasion pour la presse de revenir sur les obsèques des Rosenberg et d'évoquer par exemple la douleur de la mère d'Ethel, s'évanouissant devant la dépouille de sa fille ainsi que les réactions internationales multiples... On ne trouve cependant pas de commentaires ni d'éditoriaux sur l'intransigeance Outre-Atlantique de la justice et de celle du président Eisenhower. Les informations sont à nouveau, dans quasiment toute la presse, de nature exclusivement factuelles comme si la mort des Rosenberg clôturait les polémiques des semaines précédentes. Il faut dire aussi que l'actualité est alors foisonnante et que tant la crise gouvernementale en France et les événements de Berlin-Est accaparent désormais l'attention.

Seule l'Humanité d'Alsace Lorraine, en toute logique, se démarque.



Archives Départementales du Bas-Rhin, 544 D 97

A l'instar de l'édition nationale du quotidien communiste, un numéro spécial est publié dès le 21 juin, entouré d'un liseré noir en signe de deuil. En grosses lettres noires, la première page est barrée du titre « *Le crime est accompli* », tandis qu'un dessin montrant le couple enchaîné

serrant contre lui ses deux enfants, avec à l'arrière-plan, la chaise électrique, illustre l'article²⁸.

« *Les incorruptibles combattants pour la paix Ethel et Julius Rosenberg ont été électrocutés. Jusqu'au dernier moment, notre peuple a lutté pour les sauver.* ». Le ton employé est celui de la colère et du désarroi : « *Que les assassins soient à jamais maudits !* ». Dans les pages intérieures, l'éditorialiste François Lefranc affirme : « *Parce qu'ils étaient innocents, ils ont été assassinés !* » avant de mentionner les interventions vaines du Pape, des cardinaux Felin, Saliège et Roque, de l'Eglise réformée, du Grand Rabbinat ; autant de références peu coutumières du quotidien communiste ! Lefranc replace malgré tout son argumentation dans une perspective manichéenne classique à cette époque : « *les époux américains Rosenberg ont été assassinés par les bellicistes américains parce que ces derniers avaient besoin de les assassiner pour abuser leur peuple et étouffer ses intentions pacifiques afin de servir leurs intérêts* ». Désormais l'enjeu n'est plus de les sauver mais de « *porter l'héritage des Rosenberg pour servir la cause de la paix* ». Au passage, l'éditorialiste égratigne le premier quotidien régional. « *C'est pourquoi, nous ne devons pas tolérer que la mémoire de ces héros innocents de la paix soit souillée comme les rédacteurs des 'Dernières Nouvelles d'Alsace' s'emploient à le faire...* ». Allusion sans doute au récit, pourtant très factuel, de l'exécution publié dans le quotidien régional dans lequel les Rosenberg sont affublés du titre « *d'espions atomiques* » (le journal avait toutefois clairement fait connaître sa position en faveur de la grâce des condamnés peu de temps auparavant).

C'est en bas de la première page qu'est inséré un appel du Comité Départemental pour la Défense des Rosenberg, à manifester le jour même devant le consulat américain avenue d'Alsace à Strasbourg, contre les « *assassins* ».

Le lendemain, le journal communiste revient sur cette journée du 21 juin. Ses reporters ont été dépêchés pour prendre le pouls de la population. Ce qu'il conviendrait d'appeler aujourd'hui des « *micros-trottoirs* » reflète l'impression d'une émotion et d'une indignation unanimement partagées : « *L'assassinat des Rosenberg a suscité l'indignation des Strasbourgeois. Partout, nos reporters ont recueilli la même réaction : 'Ils ont osé exécuter les Rosenberg ! ' Nous avons rencontré des femmes qui pleuraient. 'Cela ne leur portera pas chance', a déclaré dans une épicerie une ménagère en parlant des autorités américaines. 'Madame Rosenberg a mis quatre longues minutes pour mourir ! Quelle torture !', s'indigne le chauffeur du tramway de la ligne 4* ».

Puis le journal rend compte des brèves échauffourées de la veille avec les forces de l'ordre : « *Tout le quartier de l'Avenue d'Alsace était bouclé. Trois véhicules de CRS lourdement armés stationnaient en face, ainsi qu'un fourgon cellulaire, dans une rue adjacente. Toute personne qui s'arrêtait devant le consulat était priée de poursuivre son chemin par les forces de l'ordre. Dans la matinée, une délégation de la CGT, composée de professeurs d'université, de cheminots, de métallurgistes et d'autres professionnels, venus apporter une lettre de protestation, ont été refoulés devant la porte du consulat (...). Dans l'après-midi, de nombreuses délégations se sont à leur tour rendues au consulat. Aucune n'a néanmoins pu s'approcher des portes qui étaient closes (...). Puis brutalement, une voiture de police est arrivée; En quelques minutes, des gardes mobiles ont jailli et se sont précipités sur les hommes et les femmes présents sur le trottoir. Quelques-uns d'entre eux ont été jetés sans ménagement dans la voiture cellulaire. Malgré les protestations générales, alors que personne n'avait enfreint la moindre loi ou moindre règle de circulation, on s'est conduit à*

²⁸ L'Humanité d'Alsace-Lorraine, 21 juin 1953

leur égard de façon impitoyable, comme au temps de la Gestapo ! Trente personnes ont été arrêtées ! Ces brutalités policières ont indigné les badauds. Une femme qui, de toute évidence, au regard de son apparence extérieure, n'appartenait pas à la classe ouvrière s'est exclamée : « Maintenant, je comprends qu'il est possible d'exécuter des innocents parce que le droit n'existe plus ! ».

L'article relate des faits avérés. Il est vrai que nombreux ont été les Strasbourgeois, de toute tendance, à avoir été choqués par le sort infligé aux Rosenberg. Il est tout aussi vrai qu'une délégation de professeurs et de syndicalistes a tenté d'approcher du consulat américain sans pour autant l'atteindre, tant les consignes aux forces de l'ordre étaient claires. Toutefois, sans même évoquer le lexique belliqueux, parfois outrancier utilisé (les termes « brutalités » et « Gestapo » par exemple), le journal communiste semble avoir quelque peu exagéré les événements de la veille. En effet, on trouve dans les archives départementales, le compte-rendu que le commissaire divisionnaire de Strasbourg adresse le même jour au Procureur . Or celui-ci est beaucoup moins prolixe et semble ramener ces incidents qui n'ont concerné que quelques dizaines de militants à de plus justes proportions.

*« J'ai l'honneur de vous rendre compte que samedi après-midi, **un groupe**³⁰ comprenant des personnes appartenant au PC et des sympathisants s'étaient rassemblés Place Brant pour manifester devant le Consulat des Etats-Unis, à la suite de l'exécution en Amérique des époux Rosenberg. Ces personnes portaient des pancartes et des transparents. Ayant refusé de circuler, M. le Commissaire principal du 6^e Arrondissement les a fait conduire au Service de la Sûreté pour examen de situation. Aucune d'elles n'ayant été l'objet de recherches, les intéressés dont vous voudrez bien trouver ci-joint la liste, ont tous été relâchés isolément au fur et à mesure de l'exécution de cette formalité ».* Le commissaire **n'**évoque donc **que** ce groupe de quelques militants, rapidement emmenés pour un contrôle d'identité.

Quant aux autres titres de la presse régionale, aucun d'entre eux ne fait allusion aux incidents susmentionnés. Et ce silence est éloquent !

En dehors de Strasbourg, aucune autre manifestation n'est signalée dans la presse ou dans les archives. Une seule allusion toutefois ; ce rapport du commissaire divisionnaire au préfet en date du 22 juin, à propos d'un affichage subversif découvert le même jour par une patrouille dans la commune de Schiltigheim. Peintes au pistolet en lettres noirs sur fond blanc, les cinq affiches étaient libellés « EISENHOWER EIN MÖRDER » (Eisenhower assassin). Elles ont aussitôt été lacérées³¹.

Au final, les réactions consécutives à l'exécution des Rosenberg, malgré ce que redoutaient les autorités locales (qui avaient pris le soin de sécuriser les abords du Consulat américain), sont donc restées mesurées dans tout le département du Bas-Rhin.

²⁹ AD Bas-Rhin, op.cit.

³⁰ Mis en gras par nos soins

³¹ AD Bas-Rhin, op.cit.

2. Une soirée de deuil boycottée ?

Le 30 juin 1953, le Comité de Défense des Rosenberg fait publier, dans les pages nécrologiques des deux principaux quotidiens régionaux, un encart appelant au rassemblement le soir même, au Palais des Fêtes de Strasbourg, de tous ceux qui souhaitent rendre un hommage solennel à la mémoire des époux Rosenberg. La présence de « *personnalités de différentes tendances* » est soulignée.

Les Dernières Nouvelles d'Alsace, 30 juin 1953



C'est en effet, dès le 23 juin précédent, que la décision a été prise par le Comité départemental de défense des Rosenberg d'organiser une soirée de deuil à leur mémoire. Des contacts sont pris avec des avocats du barreau de Strasbourg afin que ces derniers exposent

en public les arguments juridiques démontrant l'iniquité du sort infligé au couple. Il s'agit bien évidemment de mieux stigmatiser une justice américaine, aux yeux des organisateurs, complètement déconsidérée. Las, d'après le rédacteur d'une note des RG en date du 23 juin, « *aucun des avocats consultés n'a voulu se prêter à ce jeu et tous ont même exprimé leur désapprobation pour la campagne faite contre la justice américaine* ». ³² L'organisation de la soirée se heurte donc à une difficulté récurrente : comment élargir le cercle des orateurs, au-delà des militants ou des sympathisants communistes ?

Le 30 juin au soir, ce sont tout de même 300 personnes qui répondent à l'appel au rassemblement au Palais des Fêtes de Strasbourg. Parmi les orateurs pressentis, on trouve le président du Comité départemental de Défense, Rontchewsky, le secrétaire local de la CGT, l'un des dirigeants locaux du MRAP, par ailleurs avocat, le rédacteur de l'Humanité d'Alsace et de Lorraine, un professeur d'université, un tailleur et une employée de bureau. Tous sont des militants ou des sympathisants communistes notoires. La volonté clairement affichée d'ouvrir à des personnalités extérieures ne s'est donc pas concrétisée. On remarque notamment l'absence du seul représentant de la SFIO qui avait accepté de participer à la soirée du 11 juin précédent, M. Robert Weill.

Tandis qu'une minute de silence est observée « *en l'honneur des témoins de la Vérité et de la Justice* » et que des extraits de lettres des Rosenberg sont lus, le Comité annonce qu'il entend désormais mener la lutte en faveur de la réhabilitation de ces derniers, et ainsi œuvrer en faveur de « *la liberté, de la paix et de la démocratie* ». On considère par ailleurs que l'action en faveur du couple exécuté « *n'a pas été inutile [car] elle a réveillé la conscience de tous les démocrates du monde devant le danger fasciste et policier* ».

La soirée est en effet l'occasion pour les orateurs de renouer avec un lexique plus agressif. On dénonce ainsi les « *méthodes fascistes des Etats-Unis qu'on instaure aussi en France, destinés à écraser les déferlements de la démocratie, de la liberté et de la paix* » et on stigmatise le « *fascisme des fauteurs de guerre américains* ». Le rédacteur du quotidien régional communiste n'hésite d'ailleurs pas à comparer la campagne pour la réhabilitation des Rosenberg à « *celle menée chez nous en faveur des dirigeants communo-cégétistes, arrêtés eux aussi au mépris de la justice. Aujourd'hui, ce sont les Rosenberg, demain, si nous ne nous défendons pas, ce sera notre tour !* ». Il y a donc une nette volonté de lier l'affaire Rosenberg aux Etats-Unis et la répression en France contre les leaders syndicalistes après les troubles sociaux du printemps comme si l'une et l'autre ressortaient d'une même hostilité implacable contre les travailleurs.

Quant au représentant du MRAP, M. Smolarsky, il n'hésite pas à recourir à l'argument, pourtant longtemps sous-utilisé (tant il était à double tranchant pour un Parti qui quelques mois plus tôt applaudissait à la campagne des blouses blanches en Urss) de l'antisémitisme de la justice américaine. Celui-ci « *renaît aux Etats-Unis, estime-t-il, et si la conscience mondiale ne s'y oppose, on en arrivera à nouveau à rendre les Juifs responsables de tous les fléaux sociaux et économiques* ».

Il est intéressant de noter que c'est sans doute la virulence de tous ces propos (lesquels ne peuvent néanmoins surprendre dans la mesure où ils ressortent d'un champ lexical classique en ces temps de guerre froide et de stigmatisation de l'adversaire), qui a sans doute contribué à dissuader certaines personnalités d'être présentes ce soir là. Ainsi, contrairement à ce qui

³² AD Bas-Rhin, op.cit.

était annoncé dans la presse, aucun représentant officiel de la communauté israélite n'a jugé utile de venir (pas plus d'ailleurs des représentants des autres confessions). Deux rabbins, dont l'un devait prononcer la prière des morts (le rabbin Borin) se sont ainsi faits, au dernier moment, excuser, ce qui leur vaudra d'être qualifiés de « *courageux absents* » par l'avocat Roland Wollf. S'est également fait remarquer pour son absence M. Bischoff, avocat à Strasbourg, qui avait fait présider la réunion en faveur des enfants Finaly.

C'est pourquoi, le fonctionnaire des RG conclut : « *En somme les orateurs de la soirée n'ont représenté que le PC, ses satellites, le MRAP. L'assistance était composée presque exclusivement d'Israélites et de communistes ou de sympathisants (...)* A signaler que les deux annonces parues dans les DNA n'ont pas réussi à donner à la manifestation un caractère de représentation de toutes opinions politiques, philosophiques ou religieuses ».

Pas plus que la réunion du 11 juin précédent, les organisateurs n'ont pu ainsi élargir leur audience comme ils l'avaient pourtant escompté, tant la connotation politique du Comité de Défense était évidente.

3. Un parti qui n'a donc pas réussi à rompre son isolement

Dans la presse régionale, y compris *l'Humanité d'Alsace-Lorraine*, l'affaire Rosenberg s'estompe rapidement avec les torpeurs de l'été. On n'en trouve guère plus mention comme si tout avait été dit et ressassé. La rapidité avec laquelle elle disparaît des archives ne laisse pas de surprendre. Finalement, le cas Rosenberg n'a occupé que furtivement le devant de la scène, entre la fin du mois de mai et le début du mois de juillet. Quant aux archives, seules les documents ayant trait aux activités du Parti communiste n'en font explicitement allusion durant cette même période. Pour les autres partis et sensibilités, les archives sont muettes.

Quelles conclusions peut-on alors tirer ?

En Alsace comme ailleurs, le Parti communiste s'est saisi de l'occasion pour occuper le terrain et s'affirmer comme le champion d'un combat moral en faveur d'un couple victime à ses yeux d'un acharnement judiciaire et politique. En prenant la tête d'une vaste campagne en leur faveur, le Parti, rejoint par de multiples organisations et associations sœurs ou non (la CGT, le MRAP, la LDH...) a pu escompter tirer profit de la légitime vague d'indignation qui soulevait une partie de l'opinion publique. Défendre les Rosenberg, en dehors de toute considération de politique internationale, c'était aussi en France, reprendre le flambeau de ceux qui autrefois avaient défendu le capitaine Dreyfus. C'était donc s'inscrire dans un combat puisé à l'un des mythes fondateurs de la gauche française.

Ce faisant, le Parti et la CGT qui ont été les chevilles ouvrières du Comité Départemental de Défense des Rosenberg se sont heurtés dans la région à deux principaux écueils. D'abord, en dépit de leurs efforts, ils n'ont pas réussi, au-delà de leurs militants les plus zélés, à mobiliser outre mesure leur base ou pour le Parti le cœur de son électorat. Leurs appels à la grève et à la mobilisation sont restés sans effet. Il est vrai que cette affaire, dans toute sa complexité juridique et politique, pouvait difficilement susciter l'intérêt d'une classe ouvrière d'abord préoccupée par ses difficultés quotidiennes, d'autant que l'actualité sociale avait été chargée au cours du printemps 1953.

D'autre part, il faut bien noter que, particulièrement en Alsace, la campagne en faveur du

couple a été avant tout perçue à l'aune d'un anticommunisme persistant. La volonté du Comité de Défense de s'ouvrir à toutes les sensibilités politiques et religieuses s'est donc heurtée à la méfiance et au scepticisme. Si certains se sont reconnus dans les appels à la clémence émanant de personnalités diverses, la plupart ont pris leur distance avec l'action jugée trop politique du Comité de Défense. Rares ont ainsi été ceux qui, non sympathisants communistes, ont accepté de lui prêter leur concours (comme par exemple Robert Weill membre de la SFIO, qui avait participé à la soirée du 11 juin 1953, et encore juste à celle-ci). C'est aussi ce qui sans doute explique les tergiversations puis finalement l'absence de représentants de la communauté juive à la soirée de deuil (la participation du rabbin Borin avait tout de même été annoncée dans la presse).

Enfin, il convient de rappeler qu'en cette fin du printemps 1953, tant l'image du Parti communiste que celle de l'Urss restent marquées en Alsace par le poids d'un « passé qui ne passe pas »! L'Urss, c'est Tambow et les autres camps d'internement, c'est la réminiscence du drame de l'incorporation de force et du difficile et lent retour des prisonniers de guerre. Quant au Parti, celui-ci n'a toujours pas soldé aux yeux d'une majorité d'Alsaciens, son attitude au cours du Procès de Bordeaux du mois de janvier précédent au cours duquel avaient été notamment jugés 14 Alsaciens et dont le verdict avait suscité un élan d'indignation quasi unanime dans la région. Or le parti communiste avait été à l'époque le seul à se réjouir de leur condamnation puis à regretter l'amnistie du 18 février suivant, votée par l'Assemblée Nationale, sous la pression des élus alsaciens de toute tendance. La campagne électorale pour les élections municipales des mois d'avril et de mai 1953 avait ravivé les passions sur cette question.

La prégnance de l'anticommunisme qui a bien d'autres facteurs dans une région encore marquée par l'influence des églises (catholique et protestantes) a donc été rédhitoire. Certes, le sort réservé aux Rosenberg a ému. Mais en même temps a prévalu le souci de ne surtout pas cautionner les efforts d'un Parti pour redorer localement son image. Il ne faut pas oublier non plus qu'une grande partie de l'opinion est très sensible à l'époque au traitement réservé par les régimes communistes aux chrétiens (appelés communément « nos frères de l'Est »). On le sait, cet argument a aussi été utilisé.

In fine, l'affaire Rosenberg en Alsace a donc été un révélateur de l'isolement du Parti. Le rôle prépondérant que ce dernier a joué dans la campagne de défense du couple américain a suffi à refroidir toute velléité d'engagement actif en sa faveur.

Etudier la guerre froide vue d'en bas, c'est saisir, au plus près des réalités locales, les effets sur l'opinion publique des polémiques, des invectives, des combats menés à une autre échelle par d'autres acteurs. Si l'affaire Rosenberg n'est pas, loin de là, un épisode central de la guerre froide, elle n'en est pas moins emblématique des passions, des tensions et des instrumentalisation qui ont nourri les engagements de l'époque. Or, sa résonance à une échelle beaucoup plus fine, traverse le filtre toujours déformant des enjeux locaux et des représentations d'une opinion qui ne se construisent que dans un contexte forcément singulier.

La presse tout comme les quelques sources contenues aux archives départementales montrent ainsi l'intérêt inégal de l'opinion publique pour une affaire considérée avant tout comme relevant de la politique intérieure d'un Etat souverain mais surtout sa répugnance à toute

tentative d'instrumentalisation à des fins partisans.